

# CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN : LE DÉSACCORD DES ASSOCIATIONS

**Après un an d'opposition des associations, le contrat d'engagement républicain est entré en vigueur au 1er janvier 2022.**

La loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République oblige les associations et les fondations à souscrire un contrat d'engagement républicain dès lors qu'elles souhaitent obtenir un agrément d'Etat, une subvention publique ou accueillir un jeune en service civique. Aux termes de ce contrat, les associations devront s'engager à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République et à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

Si cette loi a vocation à lutter contre les « séparatismes », à donner à la République les « moyens d'agir contre ceux qui veulent la déstabiliser » et à endiguer la démultiplication des chartes de laïcité prises par les collectivités territoriales, elle donne surtout à l'administration un pouvoir d'interprétation de principes à valeur constitutionnelle avec un effet de sanction immédiat, sans passer par la voie judiciaire.

Le Mouvement associatif a exprimé, dès la présentation du projet de loi confortant le respect des principes de la République, son désaccord sur le dispositif du contrat d'engagement républicain proposé par le gouvernement. Tant sur le principe que sur les modalités, il a fait part de ses inquiétudes quant aux risques induits pour la liberté d'action associative. Celle-ci est essentielle à notre démocratie et contribue à faire vivre les principes de la République, y compris dans sa dimension d'alerte, d'interpellation et de contestation.

Loin d'être seul dans son opposition, le projet de loi a fait unanimement l'objet de critiques : du Haut Conseil à la Vie Associative, au Conseil d'experts sur le droit en matière d'ONG de la conférence des ONG du Conseil de l'Europe, à la Commission consultative des Droits de l'Homme ou encore à la Défenseure des droits

En dépit de la mobilisation et des oppositions, le contrat d'engagement républicain, défini par le décret n°2021-1947, est entré en vigueur au 1er janvier 2022. Bien que le texte adopté soit heureusement moins interprétatif des principes posés par la loi que les versions précédentes ne pouvaient le laisser craindre, Le Mouvement associatif estime que celui-ci ne vient néanmoins pas lever la principale inquiétude à savoir, comme le précise l'avis du Haut Conseil à la Vie Associative (HCVA), que « le contrat d'engagement Républicain tend à confier à l'administration un pouvoir d'interprétation et de sanction très large » et cela « sans information claire, préalable et obligatoire, sur les voies de recours susceptibles d'être exercées par les associations et les fondations mises en cause. »

Au-delà des sanctions arbitraires auxquelles les associations risquent d'être confrontées, Le Mouvement associatif s'inquiète par ailleurs de la disposition introduite par le décret et qui ne figure pas dans la loi rendant les dirigeants associatifs responsables de la bonne application du contrat d'engagement républicain par les bénévoles les salariés et les membres de l'organisation.



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LUNDI 03 JANVIER 2022

Cette disposition vient faire peser une responsabilité tout à fait disproportionnée et dont les conditions de mise en œuvre restent très incertaines, sur les épaules de dirigeants bénévoles, au risque d'en décourager plus d'un.

**Le Mouvement associatif restera mobilisé dans les prochains mois pour accompagner les associations et rendre compte des difficultés rencontrées dans la mise en application de ce dispositif, et se fera fort de rappeler, dans le cadre des prochaines échéances électorales la nécessité de construire avec les associations une relation de confiance et non de défiance pour faire vivre la démocratie : « Dans les pays démocratiques, la science de l'association est la science mère, le progrès de toutes les autres dépend des progrès de celle-là. » Alexis de Tocqueville.**

### À PROPOS DU MOUVEMENT ASSOCIATIF

Le Mouvement associatif représente plus d'1 association sur 2 en France. Par le biais de ses membres, il couvre différents champs d'activités (sport, culture, jeunesse, éducation populaire, solidarité internationale, sanitaire, social, environnement...) et est présent dans 13 régions françaises. Son ambition est de permettre aux associations de faire mouvement pour favoriser le développement d'une politique de vie associative à la hauteur des enjeux et pour tendre vers une société plus juste, plus durable et plus humaine.

### Contact presse

Fula MESIKA  
Responsable Communication  
fmesika@lemouvementassociatif.org  
01 40 36 80 10

Le  
MOUVEMENT  
ASSOCIATIF

\* Animafac  
LA FAUCONNE DES ASSOCIATIONS FRANÇAISES

association  
PRÉVENTION  
ROUTIÈRE

Banques  
Alimentaires

CASBC

CELAVAR

European  
Justice

najep

COMITÉ NATIONAL  
Olympique et Sportif Français

Cofac

COORDINATION SUD

Familles  
rurales

France  
Bénévolat

FRANCE NATURE  
ENVIRONNEMENT

FRENE

la Fonda  
Fédération Française  
des Familles

la Ligue de l'enseignement  
le mouvement pour l'école, la culture, la jeunesse

Les  
Pep  
Le partenariat au service de la jeunesse

Ligue  
des droits de  
l'Homme

Mama Lina  
Mouvement pour la jeunesse et la culture

Réseau National  
des Ressourceries

Les Mouvements  
associatifs  
régionaux

SCOUTS DE FRANCE

Unaf  
Union Nationale des Familles

UNATO  
Union Nationale des Associations de Travail

UNHAI

UNIOFSS  
Union Nationale des Officiers de la Sécurité Sociale

Unité Cité

Unité Cité